

# **ARRÊTÉS MUNICIPAUX**



N° 138/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté**  
**Portant report du marché forain du vendredi 04 octobre 2019 au vendredi 11 octobre 2019**

Le Maire de la Commune de l'Île Rousse,  
Chevalier de la légion d'honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et ses articles L 2212-1 et suivants,  
VU l'arrêté municipal du 09 août 2005, portant organisation du marché forain sur la Commune de L'Île-Rousse,  
Considérant les dates des premiers et troisièmes vendredis du mois, dates auxquelles les marchés forains ont lieu sur la Commune,  
VU le marché forain prévu le vendredi 04 octobre 2019,  
Considérant l'installation de la Foire de L'Île-Rousse, qui aura lieu du 04 au 06 octobre 2019 sur la Place Paoli,  
Il convient de reporter le marché forain du vendredi 04 octobre au vendredi 11 octobre 2019.

**ARRETE :**

**Article 1-** En raison de la Foire de L'Île-Rousse, qui aura lieu du 04 au 06 octobre 2019 sur la Place Paoli, le marché forain du vendredi 04 octobre 2019 n'aura pas lieu et sera reporté au vendredi 11 octobre 2019.

**Article 2-** Madame la Directrice Générale des Services, le Commandant de Gendarmerie de L'ÎLE-ROUSSE, La Police Municipale, le régisseur placier, le représentant des forains sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis et publié en forme habituelle.

Fait à l'Île-Rousse, le 01 octobre 2019

Le Maire

  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Notifié le :**

**Signature**



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE  
République Française  
Département de la Haute Corse



N° 139/2019

**Arrêté**  
**Portant réglementation d'un tir d'artifice de divertissement**

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu les articles L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le décret n°2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs,  
Vu le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des artifices pyrotechniques destinés au théâtre,  
Vu l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissements et des articles pyrotechniques destinés au théâtre,  
Vu la réunion de coordination qui s'est tenue en mairie, le 06 septembre 2019, avec tous les responsables de sécurité et les agents responsables communaux,  
Considérant qu'afin d'assurer la sécurité publique, il y a lieu de réglementer le tir du feu d'artifice sur le territoire de la commune.

**ARRÊTE**

**Article 1** – Monsieur Michel CREISSARD, représentant « ONE SHOT PRODUCTION », est autorisée à tirer un feu d'artifice de catégorie K3 et K4 le dimanche 06 octobre 2019 à 22h00.

**Article 2** – L'organisation du tir sera placée sous la responsabilité de Monsieur Michel CREISSARD qui est chargé de superviser les opérations de transport, de stockage et de tir des artifices, dans le respect des indications portées sur les emballages des artifices et des règlements de sécurité.

**Article 3** - La zone de tir sera délimitée par le chef de chantier et interdite à toute personne non autorisée.

**Article 4** - Durant le tir, les spectateurs seront tenus à la distance de sécurité maximum inscrite sur les emballages des artifices. La zone de sécurité ainsi déterminée sera matérialisée de sorte qu'aucun spectateur ne puisse la franchir par inadvertance par des barrières de sécurité.



N° 139/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Article 5** - La détermination des distances de sécurité tiendra compte de la direction et de la vitesse du vent, en particulier en ce qui concerne les mortiers qui seront orientés dans une direction non dangereuse.

**Article 6** - Toute pièce défectueuse doit être identifiée et placée hors d'état de nuire. Elle sera neutralisée dans les plus brefs délais.

**Article 7** - La zone de tir sera équipée d'une arrivée d'eau à disposition immédiate.

**Article 8** - Les déchets de tir et artifices non utilisés ou défectueux seront enlevés sous la responsabilité de M. Michel CREISSARD dès le tir terminé.

**Article 9** - La Directrice Générale des Services, le chef du centre de secours de L'Île-Rousse, le commandant de la brigade de gendarmerie de L'Île-Rousse, la Police Municipale, les services techniques municipaux, M. Michel CREISSARD, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Calvi.

Fait à L'Île-Rousse, le 01 octobre 2019

Le Maire



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE  
République Française  
Département de la Haute Corse

SOUS PREFECTURE  
DE CALVI

- 2 OCT. 2019

COURRIER ARRIVEE

N° 140/2019

Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Considérant que la commune de L'ÎLE-ROUSSE souhaite effectuer des travaux de réfection des revêtements bitumineux dans le Quartier Ginéparo,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

**ARRETE :**

**Article 1.** Du 16 octobre 2019 au 30 novembre 2019, l'entreprise S.A.S TERRASSEMENTS CORSES TERRACCO est autorisée à procéder à des travaux de réfection de voiries, maçonneries et réseaux divers (revêtements bitumineux) dans le Quartier Ginéparo, sur les voies :

- Rue du Colonel Allegrini,
- Rue du Docteur Massari,
- Rue de Bandol (à partir de la rue du Colonel Allegrini jusqu'à la rue du Docteur Massari),
- Rue de Bandol (à partir de la Rue du Docteur Massari)

**Article 2.** Le stationnement et la circulation seront interdits pendant toute la durée des travaux.

L'entreprise S.A.S TERRASSEMENTS CORSES TERRACCO a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 3.** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 4.** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 5.** Le permissionnaire précisera au Maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.





N° 140/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Article 6.** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravais, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.

**Article 7.** La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8.** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9.** La Directrice Générale des Services, Le Directeur des Services Techniques, La Police Municipale, Le Commandant de Gendarmerie, M. le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à l'intéressé et copie transmise à M. le Sous-Préfet.

Fait à L'Île-Rousse, le 02 octobre 2019  
Le Maire,

Le Maire



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE  
République Française  
Département de la Haute Corse

SOUS PREFECTURE  
DE CALVI

- 2 OCT. 2019

COURRIER ARRIVEE

N° 141/2019

**Arrêté portant réglementation de la circulation durant la Foire de L'Île-Rousse**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-2, L.2213-3, L.2512-13 et L.2512-14;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles A 110-2, R 411-3 R.411-8 R 411-25 R 412-7 R 413-14 R.415-11 R.417-10 et R 431-9;  
Considérant que durant la Foire annuelle de L'Île-Rousse, il convient de restreindre l'accès et la circulation des véhicules motorisés afin de préserver la sécurité, la tranquillité et l'environnement des voies publiques et des usagers des voies visées par le présent arrêté;

**ARRETE :**

**Article 1 :** Du 02 au 07 octobre 2019, les voies ci-dessous seront classées « piétonnes », toute la journée :

1. Rue Notre Dame
2. Rue Paoli
3. Rue Napoléon

**Article 2 :** La circulation et le stationnement de tous véhicules (voiture, moto, quad) seront interdits dans le périmètre de ces artères, à l'exception des véhicules d'intervention d'urgence et des services publics et les services de la municipalité.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié et affiché en Mairie.

**Article 4 :** Le Maire, le Commandant de la gendarmerie, le Commandant du Centre de Secours de L'Île-Rousse sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Article 5 :** Une ampliation sera transmise à **Monsieur le Sous-Préfet de Calvi**.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Bastia dans les deux mois à compter de sa notification.

Fait à l'Île-Rousse, le 02 octobre 2019

Le Maire,  
Le Maire

  
**LEON SIMONETTI**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.



N° 143/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Arrêté autorisant l'occupation temporaire du domaine public (CORSICA LOISIRS FUN)**

Le Maire de la Commune de l'Île Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU le Code de la Voirie Routière,  
VU le Code de Commerce,

Vu la demande présentée le 1er octobre 2019 par Mme Vanessa MILON, représentant la société CORSICA LOISIRS FUN, dont le siège social est à Calvi, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'utiliser un laser Game sur la Place PAOLI, dans les conditions fixées par l'arrêté susvisé,

Vu l'attestation d'assurance en RC remise par le demandeur.

**ARRETE**

**Article 1 :** Dans un but d'animation et de divertissement, Mme Vanessa MILON est autorisée à occuper la Place PAOLI, le :

**- Dimanche 27 octobre 2019 de 13h00 à 19h00,**

**Article 2 :** Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté.

**Article 3 :** La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 4 :** La Directrice Générale des Services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent Arrêté.

L'Île-Rousse, le 02 octobre 2019  
Le Maire

  
Le Maire  
J.J. ALLEGRETTI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature le :





SOUS PREFECTURE  
DE CALVI

- 8 OCT. 2019

COURRIER ARRIVEE

N° 145/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant permission de voirie et règlementant la circulation**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Considérant que la commune de L'ÎLE-ROUSSE souhaite faire réaliser des travaux de réfection de réseau pluvial sur l'avenue Paul Doumer (devant l'habitation de Mme Olivi), par l'entreprise ECTP représentée par M. Hyacinthe CANAVA,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

**ARRETE :**

**Article 1.** Les 07 et 08 octobre 2019, l'entreprise ECTP est autorisée à procéder à des travaux de réfection de réseau pluvial sur la voie :

- **Avenue Paul Doumer (devant l'habitation de Mme OLIVI)**

La circulation sur la voie communale ci-dessous, sera réduite à une voie et réglée par alternat par feux tricolores à cycle fixe, par panneaux B 15 et C 18, ou par signaux manuels K 10, pour permettre le déroulement des travaux.

**Article 2.** L'entreprise ECTP a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 3.** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 4.** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 5.** Le permissionnaire précisera au Maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

**Article 6.** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.



N° 145/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Article 7.** La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8.** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9.** La Directrice Générale des Services, Le Directeur des Services Techniques, La Police Municipale, Le Commandant de Gendarmerie, M. le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à l'intéressé et copie transmise à M. le Sous-Préfet.



Fait à L'Île-Rousse, le 04 octobre 2019  
Le Maire,

  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 147/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrête autorisant la mise à disposition de la Salle du Stade Municipal (F.C.B)**

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2212-2,
  - Vu le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en œuvre de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif (journal officiel du 1er juin 1997)
  - Vu la demande de M. Franck AGNEL représentant l'Association Football Club de Balagne (F.C.B), en date du 03 octobre 2019,
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'Association Football Club de Balagne est autorisée à occuper la salle du stade municipal Jacques Ambroggi, les samedi 19 et dimanche 20 octobre 2019 à partir de 17h00, jusqu'à 01h00.

**ARTICLE 2 :** L'organisateur appliquera les prescriptions suivantes :

- Il a été convenu un droit précaire d'utilisation accordé aux conditions suivantes :
  - L'organisateur reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'utilisation de la salle du stade municipal et s'engage à le respecter :
  - à utiliser les locaux, l'équipement, le matériel, ci-dessus désignés, à l'exception de tous autres,
  - à rendre en parfait état la salle du stade et les locaux attenants,
  - L'organisateur reconnaît avoir visité les locaux et les voies d'accès qui seront effectivement utilisés.
  - L'usage de la musique amplifiée est autorisé dans le respect des conditions du code de la Santé publique.
  - D'enlever par ses soins toutes les poubelles

**Objet précis de l'occupation :** Organisation du tournoi FIFA CUP

**Mesures de sécurité :** L'organisateur déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application. Il déclare notamment avoir pris bonne note des dispositifs d'alarme et des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des voies d'évacuation.

**Assurance :** L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où le local est mis à sa disposition. Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.



N° 147/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Responsabilité :**

L'organisateur devra payer tout impôt ou taxe lui incombant (SACEM par exemple) et devra pouvoir le justifier.

L'organisateur devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, de sorte que la commune ne puisse faire l'objet d'aucune poursuite.

Il devra respecter la tranquillité et le repos des voisins sous peine de contravention (art. L 2212-2 du code général des collectivités territoriales).

**État des lieux :** Un premier état des lieux se fera lors de la prise de possession des locaux. Le deuxième aura lieu lorsque l'organisateur rendra les locaux.

**ARTICLE 3 :** Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 07 octobre 2019  
Le Maire

La Maire  
  
J.J ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 148/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Arrêté permanent portant limitation de vitesse à 30km/heure sur le Boulevard Jean LANÇON**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants,  
VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25 et R 413-1,  
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel modifié du 7 juin 1977,  
Considérant qu'il appartient au Maire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules dans les limites du territoire de la commune, afin d'assurer la sécurité des usagers, il y a lieu de limiter à 30km/heure la voie dénommée « Boulevard Jean LANÇON » (De la Place de la 1<sup>ère</sup> DFL jusqu'à l'Avenue David DARY).

**ARRÊTÉ :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019, la vitesse de tous les véhicules circulant sur la voie dénommée « Boulevard Jean LANÇON », sera limitée à 30km / heure, sur la section comprise entre la Place de la 1<sup>ère</sup> DFL jusqu'à l'Avenue David DARY.

**ARTICLE 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - quatrième partie - signalisation de prescription - sera mise en place à la charge de la commune de L'Île-Rousse.

**ARTICLE 3 :** Les dispositions définies par l'article 1<sup>er</sup> prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

**ARTICLE 4 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de L'Île-Rousse.

**ARTICLE 6 :** La Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale, le Commandant de Gendarmerie de L'Île-Rousse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

**Ampliation sera faite à :**

- Sous-Préfecture de Calvi
- Brigade de Gendarmerie de L'Île-Rousse
- Communauté de Communes ILE-ROUSSE-BALAGNE
- Conseil Départemental (service des routes)

Fait à L'Île-Rousse, le 10 octobre 2019  
Le Maire.

  
**Joël ALLEGRI-SIMONETTI**  
Chevalier de la Légion d'Honneur



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.





N° 149/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant autorisation d'organiser la 22ème édition du Rallye National de Balagne**  
**Et réglementant la circulation**

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de la Route,  
Vu le Code du Sport,

Considérant la demande de M. Pierre BOI, Président de l'ASA CORSICA en date du 22 août 2019 et de M. Mathieu BICCHERAÏ, Président de l'association SCUDERIA BALANINA ;  
Considérant la réunion de coordination en date du 11.09.2019 qui s'est tenue en Mairie de L'Île-Rousse avec les principaux organisateurs et intervenants,  
Considérant qu'il y a lieu pour la bonne organisation de la 22ème édition du Rallye National de Balagne qui aura lieu du 13 au 15 décembre 2019, et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques en centre-ville, de réglementer la circulation et le stationnement à l'occasion de cette manifestation,  
Considérant l'intérêt général,

**ARRETE :**

**ARTICLE 1:** l'ASA CORSICA est autorisée à utiliser :

- Le parking Napoléon, du jeudi 12 décembre 2019 à 18h00 au dimanche 15 décembre 2019 à 20h00,
- Le parking Marin, du jeudi 12 décembre à 20h00 jusqu'au vendredi 13 décembre 2019 à 23h00,
- La Place PAOLI, côté en terre, du vendredi 13 décembre 2019 au dimanche 15 décembre de 07h00 à 21h00,
- Allée de la Rêverie, du vendredi 13 décembre 2019 à midi jusqu'au dimanche 15 décembre à 20h00.

**ARTICLE 2 :** Le parking Napoléon sera réservé au stationnement des véhicules du Rallye, du jeudi 12 décembre à 18h00 au dimanche 15 décembre 2019 à 20h00, afin d'y installer le parc fermé.

**ARTICLE 3 :** Le stationnement et la circulation des véhicules seront interdits du jeudi 12 décembre 2019 à 17h00 au dimanche 15 décembre 2019 à 21h00, dans la portion centrale de circulation de la Place Paoli (devant les « 4 Becs ») à l'Arbre du Fainéant.

**ARTICLE 4 :** La circulation sera interdite dans le sens descendant de la rue Louis Philippe, à partir du Fast Food Mirenda jusqu'à l'Arbre du Fainéant, du samedi 14 décembre 2019 à 12h00 au dimanche 15 décembre 2019 à 20h00.



N° 149/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**ARTICLE 5 :** La station de taxis est déplacée et sera située Place Delannay sur l'aire de livraison. Tout véhicule non autorisé, se verra verbalisé.

**ARTICLE 6 :** La signalétique se fera par l'ASA CORSICA. Les concurrents du Rallye devront impérativement respecter les règles du Code de la Route.

**ARTICLE 7 :** La Directrice Générale des Services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le Chef de la Police Municipale, le Commandant du centre de secours de L'ÎLE-ROUSSE et le Président de l'ASA CORSICA sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 14 octobre 2019  
Le Maire

Le Maire  
  
J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

le Procureur de la sous-préfecture



N° 150/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Arrête autorisant la mise à disposition de la Salle du Stade Municipal (F.C.B)**

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2212-2,
- Vu le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en œuvre de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif (journal officiel du 1er juin 1997)
- Vu la demande de M. Franck AGNEL représentant l'Association Football Club de Balagne (F.C.B), en date du 03 octobre 2019,
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'Association Football Club de Balagne est autorisée à occuper la salle du stade municipal Jacques Ambrogi, le samedi 16 novembre 2019, de 08h30 jusqu'à 18h30.

**ARTICLE 2 :** L'organisateur appliquera les prescriptions suivantes :

- Il a été convenu un droit précaire d'utilisation accordé aux conditions suivantes :
  - L'organisateur reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'utilisation de la salle du stade municipal et s'engage à le respecter :
  - à utiliser les locaux, l'équipement, le matériel, ci-dessus désignés, à l'exception de tous autres,
  - à rendre en parfait état la salle du stade et les locaux attenants,
  - L'organisateur reconnaît avoir visité les locaux et les voies d'accès qui seront effectivement utilisés.
  - L'usage de la musique amplifiée est autorisé dans le respect des conditions du code de la Santé publique.
  - D'enlever par ses soins toutes les poubelles

**Objet précis de l'occupation :** Organisation du tournoi Champion's Cup

**Mesures de sécurité :** L'organisateur déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application. Il déclare notamment avoir pris bonne note des dispositifs d'alarme et des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des voies d'évacuation.

**Assurance :** L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où le local est mis à sa disposition. Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.



N° 150/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Responsabilité :**

L'organisateur devra payer tout impôt ou taxe lui incombant (SACEM par exemple) et devra pouvoir le justifier.

L'organisateur devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, de sorte que la commune ne puisse faire l'objet d'aucune poursuite.

Il devra respecter la tranquillité et le repos des voisins sous peine de contravention (art. L 2212-2 du code général des collectivités territoriales).

**État des lieux :** Un premier état des lieux se fera lors de la prise de possession des locaux. Le deuxième aura lieu lorsque l'organisateur rendra les locaux.

**ARTICLE 3 :** Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 14 octobre 2019  
Le Maire

Le Maire  
  
J.J. ALLEGRINI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 152/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE  
République Française  
Département de la Haute Corse

### **Arrêté portant permis de stationnement pour travaux**

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de la SAS ETANCHEITE TRADITIONNELLE – Lieu-dit Abeloni – 20290 LUCCIANA, représentée par Monsieur Dominique FERRERI, en date du 10 octobre 2019, qui souhaite effectuer des travaux d'étanchéité sur une terrasse de la Résidence Le Relais, à L'Île-Rousse, en occupant temporairement le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** A compter du 04 novembre 2019, à 08h00 jusqu'au 15 novembre 2019 inclus, M. Dominique FERRERI, est autorisé à effectuer des travaux d'étanchéité sur une terrasse située dans la Résidence Le Relais, Avenue Piccioni, à L'Île-Rousse.

**Article 2 :** Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- **Sécurité :** Un échafaudage sera mis en place contre l'immeuble « Le Relais » situé sur l'Avenue Piccioni. L'entreprise prendra sous sa responsabilité toutes les mesures conservatoires de sécurité qui s'imposent (**passage et protection des piétons**, hauteur de l'échafaudage, filets de protection).

**Article 3 :** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 4 :** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 5 :** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 6 :** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.





N° 152/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Article 7 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9 :** Cet arrêté est valable jusqu'au 15 novembre 2019 inclus, soit 12 jours. Il devra être affiché sur le chantier d'une façon lisible pour tous.

**Article 10 :** L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance suivant le tarif établi par le conseil municipal.

Echafaudage : 2ml x 1€ x 12 jours = **24 €** (Vingt-quatre euros)

**Article 11 :** La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la gendarmerie, M. le trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 15 octobre 2019  
Le Maire,

Le Maire  
  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Notifié le :**

**Signature :**



N° 153/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant permission de stationnement sous le Marché Couvert  
(Marche Rose organisée par A Marinella)**

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212.1 et suivants, L.1311-1 à 1311-8 ; L.2122-21 et L.2213-6,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** la demande en date du 17 octobre, présentée par l'Association **A MARINELLA**, représentée par M. Nicolas ALBERTINI, sollicitant un permis de stationnement sous le Marché couvert municipal, aux fins d'organiser un goûter à l'occasion d'une « Marche Rose contre le Cancer » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de réglementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'Association **A MARINELLA**, est autorisée à occuper les biens immobiliers, sis **marché couvert** dépendant du domaine public communal le dimanche 20 octobre 2019 à partir de 15h00.

**ARTICLE 2 :** Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées.

**ARTICLE 3 :** Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de L'ÎLE ROUSSE contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

**ARTICLE 4 :** A l'expiration de la présente autorisation, pour quelque cause que ce soit, l'occupant sera tenu de remettre les lieux dans leur état initial et de les évacuer sans délai.  
Toute occupation sans droit constitue une contravention de voirie punie d'une amende de cinquième classe.

**ARTICLE 5 :** La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de l'Île-Rousse, La Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 17 octobre 2019

Le Maire

Le Maire,

  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Notifié le :**

**Signature :**



N° 154/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté autorisant la mise à disposition de la Salle du Stade Municipal (Anciens Combattants)**

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2212-2,
- Vu le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en œuvre de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif (journal officiel du 1er juin 1997)
- Vu la demande de M. Antoine SCIPIONI représentant l'Association des Anciens Combattants de L'Île-Rousse, en date du 08 octobre 2019,
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'Association des Anciens Combattants de L'Île-Rousse est autorisée à occuper la salle du stade municipal Jacques Ambrogi, le samedi 07 décembre 2019, à compter de 19h00.

**ARTICLE 2 :** L'organisateur appliquera les prescriptions suivantes :

- Il a été convenu un droit précaire d'utilisation accordé aux conditions suivantes :
  - L'organisateur reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'utilisation de la salle du stade municipal et s'engage à le respecter :
  - à utiliser les locaux, l'équipement, le matériel, ci-dessus désignés, à l'exception de tous autres,
  - à rendre en parfait état la salle du stade et les locaux attenants,
  - L'organisateur reconnaît avoir visité les locaux et les voies d'accès qui seront effectivement utilisés.
  - L'usage de la musique amplifiée est autorisé dans le respect des conditions du code de la Santé publique.
  - D'enlever par ses soins toutes les poubelles

**Objet précis de l'occupation :** Organisation d'une soirée dansante

**Mesures de sécurité :** L'organisateur déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application. Il déclare notamment avoir pris bonne note des dispositifs d'alarme et des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des voies d'évacuation.

**Assurance :** L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où le local est mis à sa disposition. Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.



N° 154/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Responsabilité :**

L'organisateur devra payer tout impôt ou taxe lui incombant (SACEM par exemple) et devra pouvoir le justifier.

L'organisateur devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, de sorte que la commune ne puisse faire l'objet d'aucune poursuite.

Il devra respecter la tranquillité et le repos des voisins sous peine de contravention (art. L 2212-2 du code général des collectivités territoriales).

**État des lieux :** Un premier état des lieux se fera lors de la prise de possession des locaux. Le deuxième aura lieu lorsque l'organisateur rendra les locaux.

**ARTICLE 3 :** Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 17 octobre 2019  
Le Maire

Le Maire  
  
J. J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 155/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant dérogation collective à la règle du repos dominical des salariés**

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants ;
- Vu l'article 257 de la loi n°2015-990 du 6 août 2015, dite loi Macron,
- VU le Code du Travail et notamment ses articles L.3132-26, L3132-27 et R 3132-21 ;
- VU la demande de M. Michel CARLI, Directeur de l'Agence Corse, représentant la boutique ORANGE, en date du 21 octobre 2019, tendant à obtenir la dérogation au principe du repos dominical des salariés prévue par l'article L3132-26 du Code du Travail pour les dimanches du mois de décembre 2019 ;
- Considérant qu'aucune disposition réglementaire, fondée sur les dispositions de l'article L3132-29 du Code du Travail, n'interdit l'exercice de l'activité commerciale concernée sur le territoire de la commune de l'Île-Rousse pendant les dimanches pour lesquels la dérogation est sollicitée ;
- Considérant que la branche commerciale dont il s'agit n'a pas épuisé au titre de l'année 2019 le contingent annuel de douze dimanches fixés par l'article L3132-26 précité ;
- Considérant que ces ouvertures répondent à une demande de confort des consommateurs locaux pour les fêtes de fin d'année ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La boutique ORANGE de L'ÎLE-ROUSSE est autorisée à ouvrir les dimanches du mois de décembre 2019, de 08h30 à 19h00.

Le repos hebdomadaire est ainsi suspendu durant ces journées dans ce commerce.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où des dispositions conventionnelles ou contractuelles applicables à l'établissement imposent le respect du volontariat des salariés au travail dominical, seuls les salariés volontaires pourront être employés sous couvert de la présente dérogation.

**ARTICLE 3 :** Chacun des salariés privés du repos dominical bénéficiera, en contrepartie des heures travaillées le dimanche, d'un repos compensateur d'une durée équivalente, sans préjudice du repos quotidien habituel d'une durée minimal de onze heures consécutives. Le repos compensateur sera accordé à l'ensemble du personnel dans les quinze jours qui précèdent ou qui suivent le 31 décembre 2019.

En outre, ces mêmes salariés devront, pour chaque dimanche travaillé, percevoir une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée de travail équivalente.

Cette majoration de salaire s'applique sous réserve des dispositions conventionnelles ou contractuelles ou qu'un usage ou une décision unilatérale de l'employeur ne soit pas plus favorable aux salariés.





N° 155/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**ARTICLE 4 :** La présente dérogation n'emporte pas autorisation d'employer les dimanches susvisés les apprentis âgés de moins de dix-huit ans.

**ARTICLE 5 :** La Directrice Générale des Services, le Commandant de Gendarmerie, les inspecteurs et contrôleurs du travail, le Directeur de l'Agence Corse Orange, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 6 :** Une ampliation du présent arrêté sera transmise sans délai à Monsieur le Sous-Préfet de Calvi en vue de rendre cet acte exécutoire et d'en contrôler la légalité.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait à L'Île-Rousse, le 21 octobre 2019  
Le Maire

Le Maire  
  
**J.J ALLEGRI-SIMONETTI**  
Chevalier de la Légion d'Honneur



N° 158/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

## **Arrêté de fermeture de rue pour déménagement**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2211-1, L2112-2, L2213-1, L2213-4, L2213-6 et suivants,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R411-25 et R417-10,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu les lois et instructions sur les voiries publiques,

Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental,

Vu la demande en date du 31 octobre 2019, formulée par Mme Audrey CHIOCCIOLI, Rue Général Graziani – 20220 L'Île-Rousse, dans le cadre d'un déménagement.

Considérant qu'il importe de réglementer la circulation à l'intérieur de la commune,  
Ladite circulation et le stationnement du fourgon seront réglementés rue de la Forge et rue Général Graziani, de la façon suivante :

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1 :** Emprise sur la voie :

Le samedi 02 novembre 2019, les rues de la Forge et Général Graziani seront interdites à la circulation pour cause de déménagement, de 08h00 jusqu'à midi.

**ARTICLE 2 :** Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public

**ARTICLE 3 :** Afin de préserver la sécurité, des piétons et des biens, tout véhicule irrégulièrement stationné dans la zone réglementée par le présent arrêté ou gênant le déroulement du déménagement, ou présentant un risque pour lui-même s'expose à des sanctions.

**ARTICLE 4 :** La signalisation temporaire modifiant le stationnement et/ou la circulation des véhicules sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur, notamment l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 -8ème partie : signalisation temporaire), approuvée par l'Arrêté Interministériel du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents.

**ARTICLE 5 :** En prévision de modifications éventuelles, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, le Service de la Police Municipale, auront le droit de prendre toutes dispositions imposées par la circonstance, ceci au mieux des nécessités de sécurité et de circulation. La main courante du commissariat fera mention de ces modifications.



N° 158/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**ARTICLE 6 :** Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

**ARTICLE 7 :** La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment

**ARTICLE 8 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

**ARTICLE 9 :** La Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques Municipaux, le Commandant de Gendarmerie, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché.

Fait à l'Île-Rousse, le 31 octobre 2019  
Le Maire,

Le Maire

  
J.J. ALLEGRINI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur



N° 159/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Arrêté portant permission de stationnement sous le Marché Couvert  
(SANT'ANDRIA)**

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212.1 et suivants, L.1311-1 à 1311-8 ; L.2122-21 et L.2213-6,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** la demande en date du 07 novembre 2019, présentée par l'Association **SPIRITU PAOLISTU**, représentée par Mme Valérie PAOLI, vice-présidente, sollicitant un permis de stationnement sous le Marché couvert municipal, à l'occasion de la fête de SANT'ANDRIA.

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'Association **SPIRITU PAOLISTU**, est autorisée à occuper les biens immobiliers, sis **marché couvert** dépendant du domaine public communal le samedi 16 novembre 2019 de 14h00 à 17h00.

**ARTICLE 2 :** Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées.

**ARTICLE 3 :** Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de L'ÎLE ROUSSE contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

**ARTICLE 4 :** A l'expiration de la présente autorisation, pour quelque cause que ce soit, l'occupant sera tenu de remettre les lieux dans leur état initial et de les évacuer sans délai.  
Toute occupation sans droit constitue une contravention de voirie punie d'une amende de cinquième classe.

**ARTICLE 5 :** La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de l'Île-Rousse, La Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 07 novembre 2019

Le Maire

  
L. LAURINI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Notifié le :**

**Signature :**



N° 160/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE  
République Française  
Département de la Haute Corse

### Arrêté portant permis de stationnement pour travaux

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de la SAS ETANCHEITE TRADITIONNELLE – Lieu-dit Abeloni – 20290 LUCCIANA, représentée par Monsieur Dominique FERRERI, en date du 12 novembre 2019, qui souhaite effectuer des travaux d'étanchéité sur une terrasse de la Résidence Le Relais, à L'Île-Rousse, en occupant temporairement le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

#### ARRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 16 novembre 2019, à 08h00 jusqu'au 30 novembre 2019 inclus, M. Dominique FERRERI, est autorisé à effectuer des travaux d'étanchéité sur une terrasse située dans la Résidence Le Relais, Avenue Piccioni, à L'Île-Rousse.

**Article 2** : Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- **Sécurité** : Un échafaudage sera mis en place contre l'immeuble « Le Relais » situé sur l'Avenue Piccioni. L'entreprise prendra sous sa responsabilité toutes les mesures conservatoires de sécurité qui s'imposent (**passage et protection des piétons**, hauteur de l'échafaudage, filets de protection).

**Article 3** : Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 4** : Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 5** : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 6** : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.





N° 160/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Article 7 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9 :** Cet arrêté est valable jusqu'au 30 novembre 2019 inclus, soit jours. Il devra être affiché sur le chantier d'une façon lisible pour tous.

**Article 10 :** L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance suivant le tarif établi par le conseil municipal.

Echafaudage : 2ml x 1€ x 15 jours = **30 €** (Trente euros)

**Article 11 :** La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la gendarmerie, M. le trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 14 novembre 2019

Le Maire,

Le Maire  
  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le : 18/11/19

Signature :

**Etanchéité Traditionnelle**

Lieu dit Abeloni 20290 Lucciana

TEL: 06 12 79 79 08

Mail: etanch.traditionnelle@aol.com

Siret: 839 294 758 00017 Ape: 839

TVA intra.FR03 893 294 758



N° 161/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

### **Arrêté portant permis de stationnement pour travaux Place Delanney**

Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de M. Thomas ARGENTI, Président de BATI CONCEPT – RT 30 – Immeuble Niello – 20220 L'ÎLE-ROUSSE, en date du 14 novembre 2019, qui souhaite effectuer des travaux de rénovation de façades, sur l'immeuble LANATA, situé Place Delanney à L'Île-Rousse, en occupant temporairement le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

#### **ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : A compter du 13 novembre 2019, jusqu'au 22 décembre 2019, la société BATI CONCEPT, est autorisée à effectuer des travaux de rénovation de façades, sur l'immeuble LANATA, situé Place Delanney à L'Île-Rousse

**Article 2** : Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- **Sécurité** : Un échafaudage sera mis en place contre l'immeuble « LANATA » situé Place Delanney, du 13 novembre jusqu'au 22 décembre 2019 (soit 40 jours). La société prendra sous sa responsabilité toutes les mesures conservatoires de sécurité qui s'imposent (**passage et protection des piétons**, hauteur de l'échafaudage, filets de protection).

- **Benne** : Une benne pourra stationnée sur le lieu des travaux, afin de pouvoir enlever les gravas, du 20 novembre jusqu'au 09 décembre 2019 inclus (soit 20 jours).

**Article 3** : Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 4** : Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 5** : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 6** : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses



N° 161/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.

**Article 7 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8 :** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9 :** Cet arrêté est valable jusqu'au 22 décembre 2019. Il devra être affiché sur le chantier d'une façon lisible pour tous.

**Article 10 :** L'occupation temporaire du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance suivant le tarif établi par le conseil municipal.

Echafaudage : 36 ml x 1€ x 40 jours = 1.440 €

Benne : 15 € x 20 jours = 300 €

**Montant total de la redevance d'occupation du domaine public : 1.440 + 300 = 1.740 €**  
**(Mille sept cent quarante euros)**

**Article 11 :** La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la gendarmerie, M. le trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 18 novembre 2019  
Le Maire,

Le Maire  
  
**J.J. ALLEGRI-SIMONETTI**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Notifié le :**

**Signature :**



N° 162/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Arrêté**  
**Portant report du marché forain du vendredi 20 décembre 2019 au vendredi 27**  
**décembre 2019**

Le Maire de la Commune de l'Île Rousse,  
Chevalier de la légion d'honneur,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et ses articles L 2212-1 et suivants,  
VU l'arrêté municipal du 09 août 2005, portant organisation du marché forain sur la  
Commune de L'Île-Rousse,  
Considérant les dates des premiers et troisièmes vendredis du mois, dates auxquelles les  
marchés forains ont lieu sur la Commune,  
VU le marché forain prévu le vendredi 20 décembre 2019,  
Considérant l'installation d'un chapiteau et de chalets sur la Place Paoli, pour les festivités de  
Noël,  
Il convient de reporter le marché forain du vendredi 20 décembre au vendredi 27 décembre  
2019.

**ARRETE :**

**Article 1-** En raison des festivités qui auront lieu sur la Place Paoli à L'Île-Rousse, du 16  
décembre 2019 au 02 janvier 2020, le marché forain du vendredi 20 décembre 2019 n'aura  
pas lieu et sera reporté au vendredi 27 décembre 2019.

**Article 2-** Madame la Directrice Générale des Services, le Commandant de Gendarmerie de  
L'ÎLE-ROUSSE, La Police Municipale, le régisseur placier, le représentant des forains sont  
chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis et  
publié en forme habituelle.

Fait à l'Île-Rousse, le 18 novembre 2019  
Le Maire

Le Maire  
  
**J.J. ALLEGRI-SIMONETTI**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour  
excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa  
notification.

**Notifié le :**

**Signature**



N° 163/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Arrêté autorisant l'occupation temporairement du domaine public et l'organisation de soirées musicales (Festivités de Noël) (ACAIR)**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (article L 2212-2),  
Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'organisation et de programmation relative à la sécurité (article 23,<sup>1er</sup> alinéa),  
Vu le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en œuvre de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif (journal officiel du 1er juin 1997) et sa circulaire d'application,  
Vu la demande de Monsieur Gilbert BARRACHINA, Président de l'Association Commerciale et Artisanale d'Île-Rousse (ACAIR) en date du 07 novembre 2019, dont l'adresse est Lieu-Dit Padule 20220 L'ÎLE-ROUSSE, et sollicitant une autorisation d'occupation temporaire du domaine public à l'occasion des festivités de Noël, et l'organisation de soirées musicales,  
Considérant qu'il convient de prescrire toutes mesures visant à assurer la sécurité et la tranquillité publique.  
Considérant qu'il y a lieu de répondre favorablement,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'Association « ACAIR » représentée par Monsieur Gilbert BARRACHINA, est autorisée à installer un chapiteau de Noël, d'une superficie de 15m x 25m, sur la Place PAOLI (côté en terre de la Place), du 16 au 23 décembre 2019.  
Le montage du chapiteau pourra commencer la veille, soit le 15 décembre 2019.

**ARTICLE 2 :** L'ACAIR aura la possibilité de faire des grillades sur feu de bois, à l'extérieur du chapiteau.

**ARTICLE 3 :** L'Allée de la Rêverie « 4 Becs » sera fermée et interdite au stationnement et à la circulation, du 16 au 23 décembre 2019 (sauf livraisons, services d'urgence, services techniques communaux et intercommunaux).

**ARTICLE 4 :** L'ACAIR est autorisée à organiser des soirées musicales sur la Place Paoli durant les festivités de Noël, soit de 21h00 à 00h00. En aucun cas cette autorisation ne pourra se prolonger au-delà de l'heure fixée ci-dessus sans autorisation spéciale de l'autorité municipale motivée par des circonstances exceptionnelles.

L'ACAIR veillera à respecter l'ordre public et les règles de bonne conduite ainsi que la sécurité des personnes.

Elle se conformera aux prescriptions qui pourraient lui être données par le chef de service de la Police Municipale.

**ARTICLE 5 :** L'ACAIR est autorisée à installer 5 chalets (de 3 x 3 mètres chacun) sur la Place Delanney, côté gauche, face à la boutique « Balbi ».

**ARTICLE 6 :** L'ACAIR est autorisée à organiser des soirées musicales sur la Place Delanney durant les festivités de Noël, soit de 21h00 à 00h00. En aucun cas cette autorisation ne pourra se prolonger au-delà de l'heure fixée ci-dessus sans autorisation spéciale de l'autorité municipale motivée par des circonstances exceptionnelles.





N° 163/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

L'ACAIR veillera à respecter l'ordre public et les règles de bonne conduite ainsi que la sécurité des personnes.

Elle se conformera aux prescriptions qui pourraient lui être données par le chef de service de la Police Municipale.

**ARTICLE 7 :** L'Association ACAIR, à l'expiration de la présente autorisation, s'engage à remettre les lieux dans leur parfait état d'origine.

**ARTICLE 8 :** L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période. Cette police porte le numéro ..... elle a été souscrite le ..... auprès de .....

Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

**ARTICLE 9 :** La Directrice Générale des Services, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, la Police Municipale, l'Organisateur, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 18 novembre 2019


Le Maire, **Le Maire**

  
**J.J. ALLEGRI-SIMONETTI**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Le 18.11.19  




N° 164/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Arrêté autorisant l'occupation temporaire du Domaine Public pour l'organisation des festivités de Noël (A Marinella)**

Le Maire de la Commune de l'Île Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le Code des Collectivités Territoriales.

VU la demande en date du 07 novembre 2019, présentée par Monsieur Nicolas ALBERTINI, Président de l'Association A MARINELLA, sollicitant l'autorisation d'organiser les festivités de Noël sur la Place Paoli, en installant des chalets,

Considérant qu'il convient de prescrire toutes mesures visant à assurer la sécurité et la tranquillité publique.

Considérant qu'il y a lieu de répondre favorablement,

**AUTORISE :**

**ARTICLE 1 :** L'Association « A MARINELLA », est autorisée à occuper temporairement le domaine public sis Place Paoli, côté terre, afin d'y installer des chalets de Noël, et Allée du Trianon, où seront installer des jeux pour enfants, du 23 décembre 2019 jusqu'au 02 janvier 2020.

**ARTICLE 2 :** L'Allée de la Rêverie « 4 Becs » sera fermée et interdite au stationnement et à la circulation, du 23 décembre 2019 au 02 janvier 2020 (sauf livraisons, services d'urgence, services techniques communaux et intercommunaux).

**ARTICLE 3 :** L'Association A MARINELLA prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité.

**ARTICLE 4 :** L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période. Cette police porte le numéro ..... elle a été souscrite le ..... auprès de .....  
Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

**ARTICLE 5 :** La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'Île Rousse, la Police Municipale, L'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

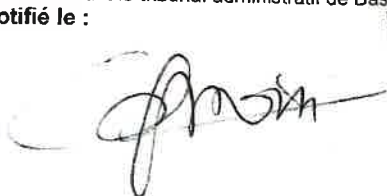
Fait à l'Île-Rousse, le 18 novembre 2019

Le Maire

  
*J. JALLEGRI-SIMONETTI*  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :



Le 18/11/2019

Signature :



N° 166/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté autorisant la mise à disposition du terrain et de la Salle du Stade Municipal**  
**(Association Sportive du lycée de Balagne)**

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2212-2,
  - Vu le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en œuvre de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif (journal officiel du 1er juin 1997)
  - Vu la demande de l'Association Sportive du Lycée de Balagne, en date du 18 novembre 2019,
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'Association Sportive du Lycée de Balagne est autorisée à organiser un tournoi de football sur le terrain du stade municipal Jacques Ambrogi, et pourra ainsi disposer de la grande salle et des vestiaires, le vendredi 20 décembre 2019 de 08h00 à 18h00.

**ARTICLE 2 :** L'organisateur appliquera les prescriptions suivantes :

- Il a été convenu un droit précaire d'utilisation accordé aux conditions suivantes :
  - L'organisateur reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'utilisation de la salle du stade municipal et s'engage à le respecter :
  - à utiliser les locaux, l'équipement, le matériel, ci-dessus désignés, à l'exception de tous autres,
  - à rendre en parfait état la salle du stade et les locaux attenants,
  - L'organisateur reconnaît avoir visité les locaux et les voies d'accès qui seront effectivement utilisés.
  - L'usage de la musique amplifiée est autorisé dans le respect des conditions du code de la Santé publique.
  - D'enlever par ses soins toutes les poubelles

**Objet précis de l'occupation :** Tournoi de football.

**Mesures de sécurité :** L'organisateur déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application. Il déclare notamment avoir pris bonne note des dispositifs d'alarme et des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des voies d'évacuation.

**Assurance :** L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où le local est mis à sa disposition. Cette police porte



N° 166/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

le numéro ..... elle a été souscrite le ..... auprès  
.....

Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

**Responsabilité :**

L'organisateur devra payer tout impôt ou taxe lui incombant (SACEM par exemple) et devra pouvoir le justifier.

L'organisateur devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, de sorte que la commune ne puisse faire l'objet d'aucune poursuite.

Il devra respecter la tranquillité et le repos des voisins sous peine de contravention (art. L 2212-2 du code général des collectivités territoriales).

**État des lieux :** Un premier état des lieux se fera lors de la prise de possession des locaux. Le deuxième aura lieu lorsque l'organisateur rendra les locaux.

**ARTICLE 3 :** Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 18 novembre 2019  
Le Maire

Le Maire  
  
J. JALLEGRINI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Notifié le :**

**Signature :**



N° 167/2019

COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant autorisation de stationner pour un déménagement Impasse du  
Grillon**

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles L 2212-2, L2212-2-1 à L2212-2, L2213-1,
- VU la délibération N° 109/2016 en date du 21.12.2016,
- VU la demande de la SARL DE PETRICONI – 390 rue des Platanes – 20290 BORG, en date du 19 novembre 2019, nécessitant l'immobilisation d'un camion de 06 mètres de longueur et son monte-meubles, dans l'Impasse du Grillon à l'Île-Rousse, afin d'effectuer un déménagement ;
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** La SARL DE PETRICONI chargée de la mise en œuvre du déménagement est autorisée à stationner un camion et son monte-meubles, dans l'Impasse du Grillon 20220 L'Île-Rousse, les lundi 02 et mardi 03 décembre 2019, de 08h00 à 17h00.

**ARTICLE 2 :** La SARL DE PETRICONI disposera la signalétique provisoire nécessaire à l'information de l'usager afin de prévenir tout risque d'accident, et ceci sous le contrôle de la police municipale.

Elle prendra sous sa responsabilité toutes les mesures conservatoires de sécurité qui s'imposent (passage et protection des piétons, filets de protection...).

L'entreprise chargée des travaux, prendra de surcroît toutes les dispositions propres à assurer la sécurité publique. Elle ne gênera pas la circulation automobile.

**ARTICLE 3 :** La Directrice Générales des Services, la Police Municipale, le Commandant de la brigade de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 25 novembre 2019  
Le Maire

Le Maire  
  
G. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Borgo le 25/11/2019

DÉMÉNAGEMENTS-GARDE-MEUBLES  
SARL DE PETRICONI

390 Rue des Platanes - 20290 BORG

Tél. 04 95 32 13 36

SIRET : 379 859 283 00069 - APE : 4942Z

Inscrit au Registre des Transporteurs  
en date du 10 Janvier 1991





N° 168/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

### **Arrêté de circulation pour travaux (Rue Louis Philippe)**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

**Vu** la demande formulée par note écrite le 25.11.2019 par la SAS PETRIGNANI TP;

**Considérant** qu'en raison du déroulement des travaux de démolition d'un mur (PC N°02B13418B002), effectués par l'entreprise SAS PETRIGNANI TP pour le compte de M. William MONTI-ROSSI, sur la voie communale nommée Rue Louis Philippe, il y a lieu de restreindre la circulation à une voie - à l'aide d'un alternat par feux tricolores à cycle fixe et/ou par panneaux B 15 et C 18, sur cette voie ;

#### **ARRÊTÉ :**

**Article 1<sup>er</sup> :** A compter du 02 décembre 2019 et jusqu'au 04 décembre 2019, la circulation sur la voie communale nommée Rue Louis Philippe, sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse, sera réduite à une voie et réglée par alternat par feux tricolores à cycle fixe, par panneaux B 15 et C 18, ou par signaux manuels K 10, pour permettre le déroulement des travaux de démolition d'un mur.

**Article 2 :** La vitesse de tous les véhicules circulant sur la voie communale citée dans l'article 1, sera limitée à 30 km/h. Cette limitation de vitesse sera matérialisée par des panneaux B 14 portant la mention «30».

**Article 3 :** Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation. Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un panneau B 3.

**Article 4 :** Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**Article 5 :** La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SAS PETRIGNANI TP.

**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier.



N° 168/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Article 8 :** La Directrice Générale des Services, le Directeur des Services Techniques, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'Île-Rousse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à L'Île-Rousse, le 25 novembre 2019  
Le Maire,

  
Le Maire  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 169/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant autorisation de voirie pour l'implantation de la Fibre Optique par  
CORSICA FIBRA sur la commune de L'Île-Rousse**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu la demande de la société CORSICA FIBRA, représentée par M. Stéphane MATTEI, en date du 22 novembre 2019, qui souhaite effectuer des travaux d'implantation de la Fibre Optique, en occupant temporairement le domaine public ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

**ARRETE :**

**Article 1.** A compter du 04 décembre 2019, et jusqu'au 04 décembre 2020, la société CORSICA FIBRA est autorisée à effectuer divers ouvrages concernant l'implantation de la Fibre Optique sur la commune de L'Île-Rousse :

- **RT 30 (route de Calvi)**

**Article 2.** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 3.** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 4.** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5.** Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

**Article 6.** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.

**Article 7.** La présente autorisation est valable jusqu'au 04 décembre 2020. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en



N° 169/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.


**Article 8.** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9.** La Directrice Générale des Services, Le Directeur des Services Techniques, le commandant de gendarmerie, la Police Municipale, la société CORSICA FIBRA chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à l'intéressé et copie transmise à M. le Sous-Préfet

Fait à l'Île-Rousse, le 26 novembre 2019

Le Maire,

  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur





N° 170/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

### **Arrêté portant permission de stationnement sous le Marché Couvert**

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2212.1 et suivants, L.1311-1 à 1311-8 ; L.2122-21 et L.2213-6,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Pénal,

**Vu** la demande en date du 26 novembre 2019, présentée par l'Association **Cumitatu Lisulanu**, représentée par sa présidente, Madame Colombani-Buisson Josée, sollicitant un permis de stationnement sous le Marché couvert municipal, aux fins d'organiser une journée « Fête de la Nation »;

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale ;

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'Association **Cumitatu Lisulanu**, est autorisée à occuper les biens immobiliers, sis **marché couvert** dépendant du domaine public communal le dimanche 08 décembre 2019 de 16h00 à 23h00.

**ARTICLE 2 :** Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées.

**ARTICLE 3 :** Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de L'ÎLE ROUSSE contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

**ARTICLE 4 :** A l'expiration de la présente autorisation, pour quelque cause que ce soit, l'occupant sera tenu de remettre les lieux dans leur état initial et de les évacuer sans délai.  
Toute occupation sans droit constitue une contravention de voirie punie d'une amende de cinquième classe.

**ARTICLE 5 :** La Directrice Générale des Services, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de l'Île-Rousse, La Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 26 novembre 2019

Le Maire

Le Maire

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Notifié le :**

**Signature :**





N° 171/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion de la fête de Noël à l'Ecole Notre Dame**

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1, L. 2212-2 et L 2542-4 ;

**VU** le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L 3334-2, L 3335-1 et L 3352-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 98-600 en date du 26 mai 1998, portant réglementation des heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

**VU** la demande en date du 29 novembre 2019, présentée par Madame Angélique PACINI, Présidente de l'association APEL, Ecole Notre Dame – Boulevard Pierre PASQUINI - 20220 L'ÎLE-ROUSSE, qui sollicite l'autorisation d'ouvrir une buvette temporaire, le samedi 14 décembre 2019 à l'occasion d'une kermesse,

**CONSIDÉRANT** l'engagement de Madame Angélique PACINI, représentant l'association « APEL », à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publics ;

**Arrêté**

**Article 1** – L'Association « APPEL », est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire de 3<sup>ème</sup> catégorie le 14 décembre 2019 de 10h00 à 00h00, à l'occasion de la fête de Noël à l'école Notre Dame.

**Article 2** – À cette occasion, il pourra être servi des boissons faisant parties du 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> groupe :

- **1<sup>er</sup> groupe** : Boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2°, limonades, sirops, infusions, lait, chocolat, café, thé.

- **3<sup>ème</sup> groupe** : Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne tirant pas plus de 18 degrés d'alcools pur.

**Article 3** – Toute la réglementation concernant les débits de boissons devra être respectée et en particulier l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs de moins de seize ans. À partir de 16 ans, les mineurs doivent être accompagnés d'une personne majeure.

**Article 4** - En outre, l'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté municipal n°712011 en date du 11.08.2011 relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage.



N° 171/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Assurance :** L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.

Cette police, souscrite chez AXA ASSURANCES, pour la kermesses de Noël qui aura lieu du 14 au 15 décembre 2019, et porte le numéro 10598044604

**Article 5** - Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bastia, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 6** - La Directrice Générale des Services, Monsieur le Sous-Préfet, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ÎLE-ROUSSE, La Police Municipale, l'organisateur, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis et publié en forme habituelle.

Fait à l'Île-Rousse, le 02 décembre 2019  
Le Maire,



Le Maire  
  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :



N° 173/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

### **Arrêté de circulation pour cause de travaux sur la commune**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu les articles L 2212-2 et L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code de la Route ;  
Vu la demande de M. Jean-Marc GIAMMARI, Président de la SAS CORSICA RETE TECHNOLOGICHE – Lieu-dit Strada Vecchia Valrose 20290 Borgo,  
Considérant les travaux de déploiement de la fibre optique sur la commune,  
Considérant le besoin d'intervenir sur une casse d'une chambre France Telecom, se trouvant sur la chaussée, au croisement du Boulevard Pierre Pasquini et de la rue du Sergent Amadei,  
Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation dans un but de sécurité publique aux alentours et sur son parcours ;  
Vu l'intérêt général ;

#### **ARRETE:**

**Article 1<sup>er</sup> :** A compter du 13 au 31 décembre 2019, la circulation sur la voie communale nommée **Boulevard Pierre Pasquini** (Au croisement du Boulevard Pierre Pasquini et de la rue Sergent Amadei), sur le territoire de la commune de L'Île-Rousse, sera réduite à une voie et réglée par alternat par feux tricolores à cycle fixe, par panneaux B 15 et C 18, ou par signaux manuels K 10.

**Article 2 :** La vitesse de tous les véhicules circulant sur la voie communale citée dans l'article 1, sera limitée à 30 km/h. Cette limitation de vitesse sera matérialisée par des panneaux B 14 portant la mention «30».

**Article 3 :** Les dépassements sur l'emprise du chantier sont interdits quelles que soient les voies laissées libres à la circulation. Cette interdiction de dépasser sera matérialisée par un panneau B 3.

**Article 4 :** Pendant la durée des travaux, aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone de travaux et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres, excepté pour les véhicules affectés au chantier.

**Article 5 :** La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l'entreprise SAS CORSICA RETE TECHNOLOGICHE.

**Article 6 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à chaque extrémité du chantier.

Fait à l'Île-Rousse, le 12 décembre 2019

Le Maire  
Le Maire  
  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur



N° 174/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté portant permission de voirie et réglementant la circulation**

**Le Maire de la commune de L'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Considérant que la commune de L'ÎLE-ROUSSE souhaite faire réaliser des travaux de réfection du réseau pluvial sur l'avenue Paul Doumer (devant l'immeuble de M. Stéphane AMBROGI), par l'entreprise ECTP représentée par M. Hyacinthe CANAVA,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

**ARRETE :**

**Article 1.** Du 17 au 20 décembre 2019, l'entreprise ECTP est autorisée à procéder à des travaux de réfection du réseau pluvial sur la voie :

- **Avenue Paul Doumer (devant l'habitation de M. AMBROGI)**

La circulation sur la voie communale ci-dessous, sera réduite à une voie et réglée par alternat par feux tricolores à cycle fixe, par panneaux B 15 et C 18, ou par signaux manuels K 10, pour permettre le déroulement des travaux.

**Article 2.** L'entreprise ECTP a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 3.** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 4.** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 5.** Le permissionnaire précisera au Maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

**Article 6.** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 1 jour.

106





COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE  
République Française  
Département de la Haute Corse

SOUS PREFECTURE  
DE CALVI

17 DEC. 2019

COURRIER ARRIVEE

N° 174/2019

**Article 7.** La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8.** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9.** La Directrice Générale des Services, Le Directeur des Services Techniques, La Police Municipale, Le Commandant de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à l'intéressé et copie transmise à M. le Sous-Préfet.

Fait à L'Île-Rousse, le 17 décembre 2019  
Le Maire,

Le Maire  
  
J.J. ALLEGRI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :





N° 176/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté autorisant la mise à disposition de la Salle du Stade Municipal (Club d'Echecs)**

Le Maire de la Commune de l'Île- Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2212-2,
- Vu le décret n° 97-646 du 31 mai 1997 relatif à la mise en œuvre de service d'ordre par les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif (journal officiel du 1er juin 1997)
- Vu la demande du Club d'Echecs de L'Île-Rousse, en date du 23.12.2019,
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité et la tranquillité publiques ;

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1 :** Le Club d'Echecs de L'Île-Rousse est autorisé à occuper la salle du stade municipal Jacques Ambrogi, le dimanche 12 janvier 2020, de 14h00 à 20h00.

**ARTICLE 2 :** L'organisateur appliquera les prescriptions suivantes :

- Il a été convenu un droit précaire d'utilisation accordé aux conditions suivantes :
  - L'organisateur reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'utilisation de la salle du stade municipal et s'engage à le respecter :
  - à utiliser les locaux, l'équipement, le matériel, ci-dessus désignés, à l'exception de tous autres,
  - à rendre en parfait état la salle du stade et les locaux attenants,
  - L'organisateur reconnaît avoir visité les locaux et les voies d'accès qui seront effectivement utilisés.
  - L'usage de la musique amplifiée est autorisé dans le respect des conditions du code de la Santé publique.
  - D'enlever par ses soins toutes les poubelles

**Objet précis de l'occupation :** Organisation d'un concours d'échecs

**Mesures de sécurité :** L'organisateur déclare avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et prend l'engagement de veiller scrupuleusement à leur application. Il déclare notamment avoir pris bonne note des dispositifs d'alarme et des moyens de lutte contre l'incendie ainsi que des voies d'évacuation.

**Assurance :** L'organisateur déclare avoir souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile pendant la période où le local est mis à sa disposition. Les dommages sont à déclarer par l'organisateur à l'assurance dans les délais prévus dans le contrat.



N° 176/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Responsabilité :**

L'organisateur devra payer tout impôt ou taxe lui incombant (SACEM par exemple) et devra pouvoir le justifier.

L'organisateur devra se conformer aux prescriptions et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, la salubrité, le droit du travail, la concurrence et la consommation, de sorte que la commune ne puisse faire l'objet d'aucune poursuite.

Il devra respecter la tranquillité et le repos des voisins sous peine de contravention (art. L 2212-2 du code général des collectivités territoriales).

**État des lieux :** Un premier état des lieux se fera lors de la prise de possession des locaux. Le deuxième aura lieu lorsque l'organisateur rendra les locaux.

**ARTICLE 3 :** Madame la Directrice Générale des Services, la Police Municipale, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en sa forme habituelle.

Fait à L'Île-Rousse, le 23 décembre 2019  
Le Maire

Le Maire  
  
**J.J. ALLORINI-SIMONETTI**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

109



N° 177/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
République Française  
Département de la Haute Corse

**Arrêté autorisant l'utilisation temporaire du domaine public communal  
afin d'y organiser une vente au déballage par l'Association « De la Cave au Grenier »  
(1er trimestre 2020)**

Le Maire de la Commune de l'Île-Rousse,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,

Vu le Code du Commerce, notamment les articles L 310-2 et R 310-8,  
Vu la délibération n° 109/2016 du 21.12.2016, du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,

Vu la demande en date du 27.12.2019, par laquelle *L'association De la Cave au Grenier*, représentée par Madame Magali FILIPPINI, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'organiser un vide-grenier Place Paoli.

**ARRETE :**

**Article 1 :** Madame Magali FILIPPINI représentant l'Association *DE LA CAVE AU GRENIER*, résidence *L'Oliveraie Bat.C Boulevard Pierre Pasquini* est autorisée à occuper au lieu habituel de la Place Paoli (Allée du Trianon), en vue d'y organiser un vide-grenier les dimanches 05 et 19 janvier 2020, 02 et 16 février 2020, 1<sup>er</sup> et 15 mars 2020.

**Article 2 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable pour les journées des dimanches 05 et 19 janvier 2020, 02 et 16 février 2020, 1<sup>er</sup> et 15 mars 2020.,  
de 07h00 à 17h00.

**Article 3 :** Le demandeur s'acquittera du tarif fixé par délibération n°109/2016 en date du 21.12.2016, à savoir 5€ par jour et par stand.

Le demandeur est tenu, en fin de trimestre, d'envoyer à la mairie le montant des sommes encaissées ainsi qu'une liste de noms des exposants.

Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

**Article 4 :** Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

**Article 5 :** Les exposants s'engagent à une présentation soignée de leurs objets. Aucune marchandise ne doit être posée à terre.

**Article 6 :** En cas d'intempéries ou de manifestations importantes, la Présidente de l'association pourra, sur demande écrite et après accord de la commune, reporter une date d'exposition.



N° 177/2019

**COMMUNE DE L'ÎLE-ROUSSE**  
**République Française**  
**Département de la Haute Corse**

**Article 7 :** Le demandeur devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

**Article 8 :** Le demandeur devra se conformer à toutes les obligations légales applicables en la matière :

Il est rappelé que l'organisateur doit en outre tenir un registre des vendeurs permettant l'identification de tous ceux qui offrent des objets à la vente ou à l'échange. Ce registre doit comporter :

- lorsque celui qui offre à la vente ou à l'échange des objets mobiliers usagés ou acquis de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce est une personne physique : ses nom, prénoms, qualité, domicile, la nature, le numéro et la date de délivrance de la pièce d'identité avec indication de l'autorité qui l'a établie ;

- lorsqu'il s'agit d'une personne morale : les noms, raison sociale et siège de celle-ci, ainsi que les noms, prénoms, qualité et domicile de son représentant à la manifestation, avec les références de la pièce d'identité produite.

De plus, le registre doit être coté et paraphé par le commissaire de police ou, à défaut, par le maire de la commune du lieu de la manifestation.

Il doit être tenu pendant toute la durée de la manifestation à la disposition des services fiscaux, des douanes, et des services de la concurrence, consommation et répression des fraudes.

**Article 9 :** La Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ÎLE-ROUSSE, La Police Municipale, et tous les agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Île-Rousse, le 30 décembre 2019

Le Maire

Le Maire  
  
J.J. ALLEGRINI-SIMONETTI  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

*M*